

		DEPARTEMENT DU JURA COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUT-JURA SAINT- CLAUDE		<i>La Présidente,</i> Isabelle HEURTIER	
MEMBRES		Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire			
En exercice	49	Date et lieu de la séance			
Présents	30	MERCREDI 25 JUIN 2025			
Excusés	14	Salle Polyvalente Les Dolines			
Pouvoirs	12	22 La Rasse			
Absents	06	39310 LES MOUSSIERES			

PRESENTS : GRAHEK Stéphane, GROS Stéphane, HEURTIER Isabelle, DEMARCHI J-François, PIERS Josette, FREZIER Roland, DURANDOT Nelly, VINCENT Maryse, RIEUTORD Colin, GRECARD Daniel, MAITRE Hubert, DONZE A-Christine, PASSOT Philippe, PLAUT Laurent, DA SILVA TEIXEIRA Rachel, MAYET Annie, ROCHET Christian, JACQUENOD Michaël, MILLET J-Louis, BILLARD Isabelle, COTTET-EMARD Lilian, CHAMBARD Catherine, LUTIC Philippe, HERZOG Frédéric, DUCHENE Gérard, GELPER Loïc, LAHAUT Francis, MEYNIER Michel, BLONDET Alain, JACQUENOD Daniel.

EXCUSÉS : CORNOT Claire, BRULÉ Émilie, MINY J-François, MERCIER Claude, MOREL-FOURRIER Roger, BONIN Pascal, INVERNIZZI Noël, BERNARD Alain, GRANDCLEMENT Annick, HATMANICHANH Toukham, PONCET Frédéric, CAPELLI Marc, VERNEREY Samuel, MONNERET Daniel.

ABSENTS : VINCENT Bernard, AUGER Gérard, JOUBERT Catherine, VINCENT-GENOD Sylvie, DE ROECK Laëtitia, VAUFREY Nelly.

POUVOIRS : CORNOT Claire donne pouvoir à DEMARCHI J-François, BRULÉ Émilie donne pouvoir à PASSOT Philippe, MINY J-François donne pouvoir à DA SILVA TEIXEIRA Rachel, MERCIER Claude donne pouvoir à HEURTIER Isabelle, MOREL-FOURRIER Roger donne pouvoir à MAYET Annie, BONIN Pascal donne pouvoir à GROS Stéphane, INVERNIZZI Noël donne pouvoir à LUTIC Philippe, BERNARD Alain donne pouvoir à COTTET-EMARD Lilian, GRANDCLEMENT Annick donne pouvoir à CHAMBARD Catherine, HATMANICHANH Toukham donne pouvoir à GELPER Loïc, PONCET Frédéric donne pouvoir à HERZOG Frédéric, VERNEREY Samuel donne pouvoir à PLAUT Laurent.

Soit 30 présents et 14 pouvoirs soit 44 votants.

La convocation pour la séance du mercredi 25 juin 2025, datée du 19 juin 2025, a été adressée aux conseillers, affichée aux portes des Mairies de la Communauté de Communes Haut-Jura Saint-Claude et mise en ligne sur le site internet de la collectivité.

LOGEMENT/ HABITAT / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / ADS

URBANISME : LA PESSE – APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLU COMMUNAL

Vu la loi Montagne ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;

Vu le Schéma de cohérence territoriale du Pays du Haut Jura approuvé par le comité syndical en date du 24 juin 2017 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de la Pesse, approuvé par le conseil municipal en date du 17 décembre 2013 ayant fait l'objet d'une modification approuvée par délibération du conseil municipal en date du 6 novembre 2018,

Vu l'arrêté préfectoral portant modification des statuts et compétences de la communauté de communes Haut Jura Saint Claude du 22 mars 2022 : prise de la compétence « Elaboration, révision des documents d'urbanisme (SCOT, PLUi...) ».

Vu la délibération N°16/7-1 du conseil communautaire prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal et son annexe « charte de gouvernance du PLUi » en date du 12 octobre 2022,

Vu la délibération N°006/2023 du conseil municipal de la commune de La Pesse demandant à la communauté de commune la possibilité de faire évoluer son PLU en vigueur en date du 31 janvier 2023,

Vu la saisie de l'autorité environnementale et l'absence d'avis reçu en date du 13 février 2024,

Vu l'arrêté n°01A-2025 prescrivant la modification du PLU en date du 14 janvier 2025 ;

Vu l'arrêté n°02A-2025 mettant la modification du PLU à l'enquête publique en date du 11 février 2025 ;

Vu les observations émises par le public durant cette période ;

Vu les avis émis par les personnes publiques associées ;

Vu la délibération du bureau communautaire N° HJSC_B_2025_06_01 en date du 11 juin 2025,

Vu la délibération du conseil municipal de LA PESSE n°031/2025 en date du 17 juin 2025

Vu l'avis du bureau communautaire et de la commune de la Pesse dans le tableau annexé à la présente délibération ;

Vu le dossier de PLU modifié annexé à la présente délibération ;

Entendu les avis et conclusions du Commissaire-Enquêteur dans son rapport en date du 3 mai 2025 ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique justifient quelques rectifications mineures du plan local d'urbanisme modifié :

- En page 10 du règlement d'urbanisme, le tableau des emplacements réservés est modifié. L'emprise de l'emplacement réservé n°10 passe de 2593,7m² à 2451,8m². Aux plans des zones et prescriptions, l'emplacement réservé n°10 et le tableau des surfaces correspondant est modifié.
- En page 41 du règlement d'urbanisme, ajout de la mention « sans fondation et limitées à 20 m² d'emprise au sol ».
- En page 51 du règlement d'urbanisme, suppression de la mention « des constructions traditionnelles » repérées au titre de l'article L123-1-5 7° " pour que la règle s'applique à l'ensemble des constructions existantes.

Considérant que le recueil de servitude présenté dans le dossier PLU en enquête publique est une erreur matérielle car le projet de modification n°1 ne porte pas sur les servitudes d'utilité publique conformément à l'arrêté n°01A-2025 prescrivant la modification du PLU en date du 14 janvier 2025. L'annexe au règlement d'urbanisme présentée dans ce recueil est supprimée et réintégrée au règlement d'urbanisme (comme au PLU en vigueur). Le recueil des servitude en vigueur est inchangé ;

Considérant que le plan local d'urbanisme modifié tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire est prêt à être approuvé ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré (**résultat du vote : 44 pour, 0 contre, 0 abstention**)

- APPROUVE la modification du PLU telle qu'elle apparaît au dossier annexé à la présente délibération et qui porte notamment sur les points suivants ;

Plan des zones et prescriptions et règlement :

- (Mise à jour) Le reclassement des zones à urbaniser (1AU) aménagées en zone urbaine (UA).
- La modification d'une partie de la zone urbaine dédiée aux équipements (UE) en zone urbaine mixte (UH) destinée à la production d'habitats réversibles.
- L'adaptation des limites de la zone urbaine à vocation de développement des activités économiques (UYa) et reclassement en zone naturelle secteur des zones humides à préserver (Nzh).
- La réduction de la zone à urbaniser à vocation d'accueil d'activités économiques (1AUy) et reclassement en zone agricole à protéger (A)
- Le reclassement du secteur « la Combe » (1AU) et le secteur 1AUep associée en zone naturelle à protéger (N).
- L'actualisation du « Patrimoine à protéger pour un motif d'ordre culturel, historique ou

architectural » en application de l'article L.123-1-5 7° du CU¹

- (Mise en conformité) Le reclassement de la zone de réserve foncière (2AU) en zone naturelle à protéger (N),
- (Mise en conformité) La suppression des secteurs dites « pastilles » autorisant les extensions des constructions à usage d'habitation existante (Ahab) en zone agricole à protéger (A).
- (Mise en conformité) L'identification des bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination dans les zones agricoles (A) et naturelles et forestières (N)
- (Mise en conformité) Le reclassement des secteurs dédiés au projet d'écotourisme – unité touristique locale (Nt et Nta) en zone naturelle à protéger,
- (Mise en conformité) Le reclassement des secteurs dédiés aux hébergements touristiques (At) en zone agricole à protéger (A)
- (Mise à jour) Le tableau des surfaces
- (Mise à jour) Les emplacements réservés
- (Mise à jour) Les secteurs concernés par les OAP sectorielles.

Règlement d'urbanisme :

- (Mise en conformité) La suppression de l'article 14 relatif au coefficient d'occupation du sol (toutes les zones)
- L'interdiction de la construction de nouvelles piscines (toutes les zones)
- La modification de la règle interdisant les centrales photovoltaïques en zone agricole (A)
- L'optimisation du foncier au regard des conditions d'accessibilité et des capacités des zones urbaines (UA & UY)
- L'intégration des concepts de densification et de performance énergétique aux régimes d'exception du règlement littéral (UA)
- L'autorisation des aires naturelles de camping en zone urbaine dédiée aux équipements (UE)
- La clarification de l'écriture de l'article UY1 au sein des zones dédiées aux activités (UY)
- L'autorisation des logements sous conditions dans le secteur d'activités (UYa)
- Permettre plus de densité dans la zone d'activités (UY)
- Suppression des conditions d'aménagement et des objectifs de densité résidentielle au Chapitre 1 – zone 1AU du règlement et transfert au document des Orientations d'Aménagement et de Programmation.
- Ajout d'une information sur la présence d'une zone Natura2000 dans les zones agricoles (A) et naturelles et forestières (N)
- (Mise en conformité) La suppression des dispositions concernant la diversification touristique des exploitations agricoles – (zone A)

- (Corrections erreurs matérielles) La modifications et compléments au sein des zones agricoles (A) et naturelles et forestières (N)

Orientations d'aménagement et de programmation :

- La modification des titres afin d'intégrer les secteurs urbains à densifier,
- Des précisions concernant l'implantation du bâti sur la parcelle pour une utilisation "plus rationnelle" de l'espace ;
- Des précisions sur l'explication des enjeux en matière d'implantation bioclimatique afin de favoriser les économies d'énergies ;
- (Mise à jour) La suppression des OAP sectorielles des secteurs urbanisés ;
- (Mise en conformité) L'ajout des schémas des principes d'aménagement à respecter sur l'ensemble des OAP sectorielles ;
- Évolution de l'articulation des « Orientations d'aménagement du secteur » ;
- (Mise en conformité) L'ajout d'une OAP développement de la zone artisanale ;
- (Mise en compatibilité) L'augmentation des objectifs de densité résidentielle ;
- L'Harmonisation des objectifs en matière d'économies d'énergies,
- Le renforcement les orientations en matière de mobilité et d'accessibilité.
- (Mise en compatibilité) Les orientations en matière de préservation de la nature et les paysages
- (Correction erreurs matérielles) - OAP sectorielles « Hameau l'embossieux »
- (Mise en conformité) Ajout d'un échéancier d'ouverture des zones à urbaniser (1AU)

¹ Ancienne codification – L151-19 du CU

- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme :

- d'un affichage au siège et en mairie de la Pesse durant un mois
- d'une mention dans un journal habilité à publier les annonces légales
- d'une publication sur le portail national de l'urbanisme (Géoportail de l'urbanisme)

- **DIT** que, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, le PLU est tenu à la disposition du public au service de l'urbanisme et de l'aménagement (3 rue Mercière, 39200 SAINT-CLAUDE) et en Mairie de LA PESSE, aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la préfecture (ou sous-préfecture) ;

- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après sa publication sur le portail national de l'urbanisme et sa transmission en préfecture (ou sous-préfecture)

- **AUTORISE** la Présidente à signer tout document afférent à cette décision.

Secrétaire de séance,


Frédéric HERZOG



Secrétaire de séance,

Phillipe PASSOT



TABLEAU DES REPONSES APPORTEES ET DES ADAPTATIONS MINEURES REALES APRES ENQUETE PUBLIQUE		
Divers Avis	Avis de la commune	Avis du bureau communautaire
AVIS DE LA CMA reçu le 22 janvier 2025 - Favorable		
AVIS DE LA CCI reçu le 31 janvier 2025 - Favorable		
AVIS DE LA CA reçu le 7 février 2025 - Favorable avec réserve de prendre en compte les remarques suivantes :		
<p>extrait "Le zonage correspond bien à l'activité et aux sites agricoles présents. Seule une activité équestre semble pour partie en zone A et pour partie en zone NS (bâtiment et carrière). Sur ce site l'intérêt de ce zonage en NS pour partie n'est pas adapté à l'activité et à la construction présente."</p>  <p>Extrait zonage</p>	<p>Le secteur identifié correspond à une propriété de la communauté de communes à destination des activités touristiques. Le règlement du PLU de la Pesse approuvé le 17 décembre 2013 a défini un secteur Ns au sein de la zone naturelle du règlement d'urbanisme. Il s'agit "de petits espaces artificialisés entourés d'espaces naturels (qui) participent au fonctionnement des activités touristiques du territoire (départ de randonnée, de pistes de ski, stationnement ...)". Le classement de ce secteur en zone Ns semble adapté à l'usage du sol et l'activité présente. La parcelle B1278 n'est pas une carrière mais un espace de stationnement / départ de chiens de traîneaux.</p>	<p>La CCHJSC souhaite maintenir la vocation de la parcelle B 1278. De plus, un projet de PLUi est en cours d'élaboration. La délimitation des zones agricoles, naturelles et forestières seront définies en association avec les personnes publiques (requestionnement des Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dites STECAL en zone A et N).</p>
<p>extrait "Cependant, l'accueil à la ferme sans hébergement et de camping à la ferme sans construction restent des activités qui ont pour support l'exploitation et liées à l'activité agricole. Le camping à la ferme sans construction respectant la charte du camping à la ferme (6 emplacements maximum et 20 personnes) doit rester possible avec les blocs sanitaires intégrés ou en extension des constructions préexistantes."</p>	<p>Les dispositions de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme issues de la loi ELAN excluent expressément les activités d'accueil touristique comme pouvant être autorisées dans un règlement de PLU, camping à la ferme compris. Les activités existantes ne sont pas remise en cause.</p>	<p>Le camping à la ferme ou tout autre usage à vocation hôtelière ou touristique pourront être autorisés sous conditions par le biais de l'application de l'article L151-13 du code de l'urbanisme (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dites STECAL) dans le projet de PLUi Haut Jura Saint Claude en cours d'élaboration.</p>

<p> extrait "Le règlement de la zone A maintien la possibilité d'abri pour animaux alors que la doctrine habituelle dans notre département (CDPENAF), les prévoient en matériaux légers naturels et totalement réversibles sans fondation dans la limite de 20m². La Chambre d'Agriculture demande que cette limite de surface soit intégrée au règlement du PLU (...)" </p>	<p> Article A-2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières (...) : Les <u>constructions destinées à abriter des animaux en pâture</u> (abris à chevaux ...) sont autorisées à condition d’être réalisées en matériaux légers, naturels, s’intégrant dans l’environnement. Elles seront facilement réversibles (ne pas laisser de trace en cas de disparition). Dans le secteur As, elles ne seront autorisées que dans la mesure où elles ne font pas obstacle aux activités de loisirs hivernales. La commune souhaite répondre favorablement à la demande de la Chambre d'agriculture et demande que soit ajouté "<u>sans fondation et limitées à 20 m² d’emprise au sol</u>" en page 41 du règlement d'urbanisme de la zone agricole </p>	<p> La CCHJSC est d'accord pour répondre favorablement à la demande de la Chambre d'Agriculture sur ce point </p>
AVIS DU PNR Haut Jura reçu le 5 mars 2025 - Favorable		
AVIS DU PREFET DU JURA / DDT 39 reçu le 10 mars 2025 - Favorable avec réserve de prendre en compte les remarques suivantes :		
<p> <i>extrait : "Pour ce qui est de la consommation foncière, le SCoT octroie pour la période 2017-2037 une enveloppe maximale de 1,5hectare pour le développement résidentiel. [...] Certes la démarche engagée par l'intercommunalité semble particulièrement vertueuse et engage le territoire communal vers une atteinte des objectifs de sobriété foncière. Toutefois, elle demeure toujours insuffisante."</i> </p>	<p> Par la modification du PLU, la consommation des espaces en extension des enveloppes urbaines existantes, à vocation d’habitat et d’équipements et services divers, couvrent environ 1.73ha répartis entre les zones à urbaniser et les zones urbaines. (Base MOS du Haut Jura publié en aout 2023). De plus, </p>	<p> La CCHJSC s'engage a poursuivre l'effort de sobriété foncière dans la procédure du PLUi Haut-Jura Saint-Claude en cours d'élaboration </p>

<p>extrait : "Le PLU modifié de La Pesse prévoit de réduire les extensions possibles sur la zone d'activités "Au Sarnasson" et d'optimiser l'urbanisation sur ce secteur. Ces choix sont vertueux, mais demeurent insuffisants pour assure une mise ne compatibilité du document d'urbanisme avec le SCoT"</p>	<p>l'ajout de l'échéancier venant programmer l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser programme une ouverture à court terme de 1,2ha <u>toutes vocations confondues.</u></p>	
<p>extrait : "Pour ce qui est des règles applicables en secteur Nlac (page 51 du règlement) la possibilité d'extension ne peut concerner que les habitations traditionnelles, a contrario de ce qu'indique le règlement. Il convient donc de rectifier ce point, afin d'assurer la conformité du règlement avec la"loi Montagne" (artilce L122-13 du Code de l'urbabisme).</p>	<p>La commune souhaite se conformer aux dispositions du code de l'urbanisme et propose de supprimer la mention "des constructions traditionnelles repérées au titre de l'article L123-1-5 7° " pour que la règle s'applique à l'ensemble des constructions existantes à la page 51 du règlement d'urbanisme.</p>	<p>La CCHJSC est favorable à cette adaptation.</p>
AVIS DE LA COMMUNE DES MOUSSIERES reçu le 21 mars 2025 - pas d'avis		
AVIS DE LA CDPENAF reçu le 8 avril 2025- Favorable		
AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR reçu le 12 mai 2025- Favorable		
OAP / orientation sur les clotures	Il ne s'agit pas d'une règle mais d'une orientation. Les articles 11 du	Pas d'observation.
OAP / Stationnement mutualisé	Les orientations d'aménagement et de programmation viennent en cohérence et en complément du règlement d'urbanisme. Le stationnement mutualisé et linéaire prend en considération le stationnement des visiteurs des nouveaux quartiers à développer.	Pas d'observation.
Signalisation verticale insuffisante	Ne concerne pas le PLU	Pas d'observation.

Demande de modification de l'ER N°10	La commune souhaite répondre favorablement à la demande de réduction de l'emplacement réservé	La CCHJSC est favorable à cette adaptation.
--------------------------------------	---	---